



Communiqué de la FSU 59/62

Rentrée 2023 : Des choix idéologiques au détriment des élèves et des personnels

Alors que les crises se succèdent, alors que les conditions d'enseignement ne cessent de se dégrader, que la crise de recrutement s'amplifie, que les personnels tiennent toujours le service public d'Éducation à bout de bras et que les moyens sont absolument nécessaires pour raccrocher de nombreux élèves et les faire réussir, la suppression pour la 6^{ème} année consécutive d'emplois dans l'Éducation témoigne des véritables priorités gouvernementales.

Dans le 1^{er} degré, elle marque un changement complet de paradigme. Si ces dernières années, le choix avait été fait de le préserver avec notamment des dédoublements en Éducation Prioritaire, l'idéologie comptable a repris strictement le dessus. L'Académie compte en effet le 2^{ème} plus grand nombre d'emplois supprimés dans les écoles au niveau national (après Paris), avec une saignée de 150 emplois. Certes les prévisions démographiques prévoient une baisse de l'ordre de 2%, mais celles des inégalités sociales et scolaires, elles, sont bien à la hausse. Des fermetures de classes et une augmentation des effectifs, y compris en Éducation Prioritaire sont à prévoir. Et que dire des conditions du remplacement qui risquent encore de se dégrader ? Ou des Rased qui n'en finissent pas d'agoniser ? Les élèves des écoles de l'Académie de Lille ne pourront donc espérer une amélioration de leurs conditions d'apprentissage et de réussite. Et les personnels tenteront jour après jour de résoudre la quadrature du cercle.

Dans le 2nd degré, Lille détient également la 2^{ème} place en termes de suppressions avec 160 moyens d'enseignants supprimés (-149 ETP en emplois et -11 ETP en HSA), avec pourtant une prévision de baisse des effectifs de seulement 0,69 %, soit 971 en moyens d'enseignement (ou 960 en emplois) depuis 6 ans (sur les 8381 au niveau national). Les termes ne sont donc pas seulement comptables, ils sont surtout à géométrie variable, en fonction des académies et des choix idéologiques du gouvernement : renoncer à une Éducation émancipatrice pour toutes et tous, réduire encore et toujours l'offre de formation en collège et en lycée, augmenter encore les effectifs par classe y compris et surtout en Éducation Prioritaire, dont 1 élève sur 3 relève dans le Nord/Pas-de-Calais, lamener la voie professionnelle par des expérimentations de réduction des horaires d'enseignement généraux et professionnels en attendant les destructions massives prévisibles avec la réforme Grandjean, favoriser l'apprentissage et le tri précoce, dès la 5^{ème}, « assumer » le manque de remplacements... et bloquer enfin les poursuites d'études. Pour des personnels, là aussi, épuisement et perte de sens du métier garantis. N'oublions pas que cela s'ajoute à des conditions matérielles dégradées, des établissements touchés par les conséquences de la crise énergétique, des installations sportives non chauffées, des piscines fermées...

De plus, il est à noter aucune création d'emplois de CPE alors que les vies scolaires explosent. Aucune création d'emplois de psyEN non plus, ni de personnels infirmiers ou sociaux alors que les besoins sont criants : explosion du mal-être chez les élèves, explosion de la pauvreté, multiplication des missions, secteurs alourdis, non reconnaissance de la profession, les collègues en épuisement professionnel non remplacés.e.s, les temps partiels non compensés...

Pour les personnels administratifs, le ministère s'acharne sur une académie saignée depuis plusieurs années. Ce sont 6 emplois dans les services qui sont rayés et qui s'ajoutent aux 162 suppressions depuis 2013 (et 5 suppressions dans les services de la Région Académique). Autant d'atteintes à la qualité du service public. Autant de conditions de travail encore dégradées. Confortée, à l'issue des élections professionnelles de début décembre, comme 1^{ère} fédération de l'Éducation dans l'Académie de Lille comme au niveau national, la FSU réclame un collectif budgétaire pour la rentrée 2023 et appelle en ce sens à la grève le 17 janvier prochain.

Lille, le 14 décembre 2022